

Ce texte a été distribué en juillet 2014 aux participants d'une série d'ateliers de discussion organisés chaque année par l'AWL (Alliance for Workers Liberty) à Londres : «Ideas for Freedom» (Des idées pour la liberté). Durant ces trois jours de débats, l'une des réunions portait sur la montée des partis d'extrême droite en Europe et leur influence parmi les travailleurs au Royaume-Uni, en Grèce et en France. L'article a été légèrement actualisé en fonction des résultats du FN aux élections régionales de décembre 2015 et suite à la lecture d'un ouvrage collectif qui a pour ambition de procéder à un bilan exhaustif : Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique (sous la direction de Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer), Les Presses de Sciences Po, 2015.

* Du Front national et de sa démagogie «sociale»

Ce texte commencera par une remarque liminaire sur le titre du débat d'aujourd'hui. Ensuite, nous tenterons de décrire comment le Front national attire, et parfois même recrute, des travailleurs, puis nous évoquerons certaines idées fausses au sujet de ce parti d'extrême droite et enfin nous exposerons schématiquement et critiquerons les soubassements théoriques des deux principales conceptions actuelles de l'antifascisme en France.

Sur le titre du débat d'aujourd'hui

Notre débat d'aujourd'hui s'intitule «L'extrême droite est-elle en train de remporter l'adhésion des travailleurs européens?»

Cette question est pleine de pièges et je n'en mentionnerai que trois.

Premier piège: qu'est-ce que l'extrême droite? Ce terme désigne-t-il la droite fasciste ou néofasciste? ou bien tous les courants nationalistes radicaux en Europe, habituellement étiquetés comme «nationaux-populistes»? En d'autres termes, ciblons-nous l'UKIP britannique ou l'Aube dorée néonazie? Le PVV néerlandais xénophobe de Geert Wilders¹, ou des groupes fascistes italiens comme Casa Pound²?

Deuxième piège: qu'entendons-nous exactement par «les travailleurs»? Ce texte n'abordera pas cette question, mais il est évident que des définitions de classe claires sont essentielles pour définir une politique antifasciste radicale. Par conséquent, nous ne devrions pas nous étonner que l'antifascisme conduise à des alliances peu productives, lorsqu'elles reposent sur des concepts aussi vagues que ceux de «peuple», «progressistes», «républicains», «démocrates», etc.

Troisième piège, implicite dans la formulation du débat d'aujourd'hui: comment pouvons-nous mesurer l'influence de cette «extrême droite» sur les travailleurs, en dehors des résultats électoraux qui offrent une vision biaisée des réalités sociales et même des opinions des électeurs et électrices?

Les principales sources d'information sur le Front national sont des articles ou des livres écrits par des journalistes ou des chercheurs en sciences sociales qui ont été temporairement en contact avec le Front national, ou qui ont même été actifs pendant un moment à l'intérieur de cette organisation, soit ouvertement, à visage découvert, soit sous une fausse identité. A partir de leurs expériences et des interviews qu'ils ont réalisées, il est possible de formuler quelques hypothèses sur les motivations des travailleurs qui adhèrent au Front national, ou qui votent pour ce parti d'extrême droite. Néanmoins, je ne suis pas en mesure de vous donner une réponse exhaustive et définitive à la question au centre de ce débat, seulement de vous fournir quelques éléments de discussion.

¹ Cf. *La Fable de l'illégalité*, recueil d'articles publié en 2008 par *Ni patrie ni frontières* et notamment les articles de Gerrit de Wit, «Geert Wilders, un politicien populiste et d'extrême droite» (2005) et «Qui est vraiment Geert Wilders?» (2007). Ainsi que Geert Wilders et le PVV aux Pays-Bas : le «Parti pour la Liberté vous exclura aussi» ! -

² Cf. Dans le n° 36/37 de *Ni patrie ni frontières* l'article de Mouvement communiste sur «La Casa Pound».

* Front national et classe ouvrière française

Jusqu'à présent, le Front national n'a jamais réussi à créer ses propres sections d'entreprise ou à former des syndicats FN au sein de la classe ouvrière ou même parmi d'autres classes comme la petite bourgeoisie traditionnelle (commerçants, artisans, etc.). Dans les années 1990, il a tenté de créer un syndicat de policiers qui a vécu quelques années (de 1995 à 1998) avant d'être finalement dissous. Le Front national a essayé de construire des syndicats dans les transports publics à Paris et à Lyon (1996), dans les prisons (1996-1998), à La Poste, dans le secteur de la santé, chez les locataires, les enseignants et les petits patrons, mais tous ces projets ont échoué... pour le moment.

Les membres du FN ont adhéré aux syndicats les plus réactionnaires, certains syndicats maison, des syndicats de la droite chrétienne comme la CFTC, traditionnellement anticommunistes comme FO ou de cadres comme la CGC. Au cours des dix dernières années, ils ont aussi recruté à l'intérieur de la CGT, de SUD, de l'UNSA, etc. Cette évolution est apparue au grand jour lorsque ces militants ont annoncé leur candidature sur les listes du FN aux élections municipales de 2014. Souvent, tout le monde était au courant dans l'entreprise et à l'Union locale, mais les dirigeants de la CGT ne voulaient pas attirer l'attention des médias parce qu'ils sont dans une position très inconfortable sur les questions du racisme et de l'immigration³. Rappelons, par exemple, que la Bourse du travail de Paris a été occupée pendant quatorze mois en 2008/2009 par la CSP75 (Coordination parisienne des travailleurs sans papiers). Donc, tout ce qui concerne les migrants est une question très controversée dans le mouvement syndical, y compris dans la CGT.

Il existe actuellement seulement quelques villes en France où le Front national a réussi à devenir localement enraciné dans des quartiers populaires, mais aux dernières élections municipales en mars 2014, le Front national a gagné 1 500 conseillers municipaux et 14 maires.

Rappelons que la France dispose de 36 785 maires et 536 519 conseillers municipaux, de sorte que le Front national a encore du chemin à parcourir pour vraiment conquérir le pouvoir au niveau local. Néanmoins, ses résultats aux élections régionales de décembre 2015 vont certainement beaucoup lui faciliter la tâche et risquent de lui donner les moyens de mieux s'implanter, si ses élus ne commettent pas d'énormes erreurs de gestion et se montrent de fins tacticiens : en effet, le Front national, même s'il n'a conquis aucune présidence de région, a encore augmenté son nombre de voix à l'échelle nationale par rapport aux présidentielles de 2012 ; et le FN est passé de 118 à 358 conseillers régionaux sur 1 800, ce qui représente une progression considérable et un pouvoir de nuisance accru. Le FN dispose aussi de 2 députés, 2 sénateurs et 61 conseillers départementaux sur 4 108.

Jusqu'à présent, les militants du Front national ont éprouvé des difficultés à apparaître publiquement comme tels. Ils rencontrent toutes sortes de problèmes, à l'intérieur de leur propre famille, au travail, dans leur immeuble, dans leur quartier dès qu'ils sont repérés comme des partisans du FN. Certains affirment qu'ils perdent leur emploi, ou que l'ambiance de travail devient tellement désagréable qu'ils sont obligés de démissionner ou qu'ils se voient refuser une promotion ou une augmentation de salaire, etc. D'autres racontent que leurs pneus de voiture ou les fenêtres de leur logement sont endommagés, qu'ils sont menacés physiquement, insultés, que leur maison ou leur voiture sont couverts de graffitis, etc.

Que ces histoires soient partiellement vraies ou totalement inventées n'a guère d'importance ; ces rumeurs ou ces fortes réactions réelles contre le Front National ont empêché ses militants d'agir ouvertement pour leur parti du moins jusqu'à une période récente dans de nombreux endroits. Les femmes mariées, par exemple, utilisent souvent leur nom de jeune fille afin de ne pas être reconnues quand elles représentent le Front national aux élections municipales; les militants ne distribuent pas de tracts et ne collent pas d'affiches dans le quartier où ils habitent, mais dans un coin éloigné de leur domicile, etc. Ceci est peut-être l'une des rares conséquences positives de la propagande antifasciste

³ Sur ce sujet, on pourra notamment consulter la collection du *Journal de la Bourse occupée* (<http://bourse.occupee.free.fr/> de juin 2008 à mai 2009) et celle de *La voix des sans papiers* dans la rubrique «Vagabondages» <http://mondialisme.org/spip.php?rubrique131>.

républicaine menée contre le Front National et le présentant comme un parti fasciste (cf. la dernière partie de cet article).

En fait, les villes où il est plus facile pour le Front national d'agir au grand jour sont celles où la gauche réformatrice, généralement le Parti socialiste, est «victime» de plusieurs facteurs négatifs cumulés :

- l'équipe dirigeante municipale s'est totalement discréditée par sa corruption: voitures de fonction avec chauffeur, repas gratuits au restaurant, voyages coûteux aux frais des contribuables, embauche de parents et d'amis dans l'administration locale, emplois fictifs, nombre excessif d'emplois temporaires financés par l'État, refus d'organiser des appels d'offres dans le cadre de contrats pour le secteur public (sur toutes ces questions, les élus FN seront à leur tour jugés par leurs électeurs et sympathisants et on peut douter qu'ils adopteront une attitude exemplaire⁴...);

- des maires socialistes ont été lourdement condamnés par la justice ou, pire, mis en prison ;

- le Parti socialiste est divisé entre plusieurs fractions engagées dans des luttes fratricides, jusqu'au point de falsifier les résultats des élections internes au parti ; le Parti socialiste utilise de plus en plus des agences de publicité pour promouvoir sa politique au lieu de mobiliser ses militants ;

- l'influence du Parti communiste est faible, ou a baissé de façon spectaculaire, en particulier parmi les travailleurs migrants et leurs enfants devenus français :

- le maire et les conseillers municipaux de gauche sont coupés de leur électorat populaire et de la classe ouvrière. Ils ont commencé, comme à Vitrolles, à courtiser les patrons et à vouloir imposer des projets pharaoniques pour leurs circonscriptions (dans ce cas, un stade) ;

- le chômage atteint un niveau très élevé,

- les syndicats et les associations locales sont très faibles, en crise, etc.

Ce type spécifique de circonscriptions a été délibérément pris pour cible par le Front national en raison des faiblesses évidentes de la gauche et du mouvement ouvrier, mais aussi à cause de la destruction de tous les liens sociaux (par exemple, autrefois, dans le Nord de la France, l'Eglise catholique et les patrons organisaient et contrôlaient tous les aspects de la vie quotidienne des mineurs: magasins de la compagnie, logement et système de santé assurés par l'entreprise, colonies de vacances, équipes sportives, etc. Ainsi, la disparition des mines a porté un coup fatal à tous les liens sociaux).

Pour illustrer la politique du Front national, il peut être utile d'analyser deux exemples très différents: Vitrolles, dans le sud de la France et Hénin-Beaumont dans le nord.

– Vitrolles

Dans les années 90, Vitrolles a été un élément essentiel dans la lutte entre le secrétaire général du Front national (Bruno Mégret) et son président Jean Marie Le Pen. Bien que ce technocrate partisan de l'union avec le RPR ou Démocratie libérale fût soutenu à ce moment par de jeunes «nationalistes-révolutionnaires» (traduire : des fascistes pur jus), Bruno Mégret voulait conclure des alliances électorales avec la droite afin de devenir plus tard la force hégémonique dans cette alliance. Jean-Marie Le Pen, lui, défendait une stratégie très différente: il désirait provoquer une grave crise institutionnelle au cours de laquelle il pourrait apparaître comme le sauveur charismatique de la Nation française. (Certains politologues comme Pascal Perrineau pensent même qu'il n'a jamais vraiment voulu le pouvoir. Cette hypothèse est peu vraisemblable : un politicien peut-il se démener pendant plus d'un demi-siècle uniquement pour satisfaire son ego et semer la pagaille autour de lui ? En bon fasciste classique, Jean-Marie Le Pen a toujours préféré entretenir le flou et la confusion sur ses intentions réelles.)

Dans les années 1960 et 1970, Vitrolles s'est rapidement développée et ce petit village s'est transformé en une agglomération assez chaotique de 3000 habitants. Elle a attiré des travailleurs qui avaient été licenciés dans le nord de la France et leur a offert un nouvel emploi dans l'industrie sidérurgique à proximité de l'Etang de Berre; mais aussi des travailleurs qui avaient quitté Marseille pour acheter une maison à crédit, etc. Cette ville n'avait pas une vieille tradition «communiste» (stalinienne)

⁴ Les mairies FN sont étroitement surveillées par leurs adversaires, comme en témoigne ce blog mediapart.fr/journal/france/dossier/les-villes-fn-la-loupe ou antifabzh.lautre.net/roazhon/2015/05/dossier-un-an-apres-les-municipales-zoom-sur-les-mairies-dextreme-droite/. On sait déjà que les maires FN tentent, de façon plus ou moins détournée, d'appliquer certains éléments de leur programme : préférence nationale (tentative de supprimer certaines allocations ou certains droits aux «musulmans»), laïcité antimusulmane (refus des repas halal dans les cantines scolaires) et prochrétienne (crèche dans une mairie), établissement de fichiers discriminatoires, etc.

ou social-démocrate même si un socialiste (Jean-Jacques Anglade) avait été maire de Vitrolles pendant quatorze ans (1983-1997).

Dans cette région, les «pieds-noirs» ont toujours joui d'une certaine influence depuis qu'ils sont venus vivre en France, principalement dans le Sud. Politiquement cette région se distingue, depuis des décennies, par une coopération étroite entre le Centre, la droite et l'extrême droite, situation assez inhabituelle par rapport au reste du pays. Ce climat politique très spécial a profité au Front national, le transformant plus tôt qu'ailleurs en une force localement «respectable» comme en témoignent les accords électoraux signés en 1986 et 1988 entre le Front national, UDF (centre) et le RPR (gaullistes).

A Vitrolles, on pouvait aussi observer une différence croissante et même un conflit entre deux catégories de travailleurs:

- ceux qui vivaient dans les nouveaux quartiers regroupant de petites maisons récemment construites, et qui appartenaient souvent à la couche supérieure de la classe ouvrière ; ces catégories craignent de perdre leur emploi, de dégringoler dans l'échelle sociale et de ne plus pouvoir payer leur crédit immobilier;

- ceux qui vivaient dans les quartiers plus anciens, dans des HLM comportant une forte proportion de travailleurs étrangers, de chômeurs, de familles monoparentales mais aussi des associations militantes qui tentaient de préserver l'unité entre les habitants, quelles que fussent leurs origines.

L'objectif du Front national à Vitrolles était d'approfondir les différences et les divisions entre ces deux fractions de la classe ouvrière, le second groupe étant dénoncé par le FN comme des «parasites», des «tricheurs» de la Sécurité sociale, des gens «paresseux qui ne veulent pas travailler et vivent des aides sociales» ; et le premier groupe étant salué par le FN comme celui des Françaises et des Français qui triment dur.

L'objectif personnel de Mégret était d'utiliser les moyens matériels de la municipalité (personnel, voitures, téléphones, imprimerie) afin de prendre la direction du Front national.

Le maire du Parti socialiste (Jean-Luc Anglade) avait ruiné les finances locales, mais Mégret et son épouse Catherine ne firent pas mieux lorsqu'ils furent élus et gèrent la ville entre 1997 et 2002. En dehors de leur incompétence financière qui plomba encore davantage les finances de Vitrolles, ils fermèrent également plusieurs centres culturels considérés comme «trop à gauche», cessèrent de soutenir financièrement de nombreuses associations locales, renommèrent rues et avenues, ouvrirent de petits musées afin de glorifier le colonialisme français ou les «traditions provençales», généralisèrent la vidéosurveillance (dont l'installation avait été lancée par le maire socialiste) et doublèrent le nombre de policiers municipaux. Ils licencièrent quatre-vingts employés municipaux et ne renouvelèrent pas les contrats de cent cinquante autres salariés. Les époux Mégret menèrent une véritable guerre culturelle à l'intérieur des bibliothèques publiques, interrompant les abonnements à des publications de gauche ou même simplement «libérales», achetant des centaines de livres publiés par des éditeurs d'extrême droite, refusant même d'acheter des ouvrages pour enfants si l'auteur avait le malheur de porter un nom «étranger», etc.

Leur gestion brutale souleva une forte opposition à l'intérieur d'une minorité de la population locale (la majorité des habitants avaient peur) : il s'agissait souvent de gens qui n'avaient milité auparavant dans aucun parti et prirent de nombreux risques, en affrontant pendant cinq ans les voyous fascistes embauchés par le maire Catherine Mégret et son mari, Bruno Mégret. Mais en 2002, le cauchemar prit fin (ainsi que dans deux autres villes – Toulon et Marignane – gérées par le Front national), les Mégret perdirent les élections municipales et la gauche regagna la ville de Vitrolles.

– Hénin-Beaumont

Plus ou moins en même temps, une tentative similaire de gagner une municipalité en s'appuyant sur fort soutien local fut organisée à Hénin-Beaumont, dans le nord de la France. Depuis les années 1970, les principales industries (mines, textile et sidérurgie) ont progressivement disparu dans cette région. Aujourd'hui 60% de la population locale sont des pauvres, donc des personnes non imposables ; 23% reçoivent le RSA⁵.

⁵ Selon l'OCDE, le Revenu de solidarité active serait un revenu réservé aux pauvres pour les inciter à retourner à la vie active. Il s'agit en fait d'un système disciplinaire qui contrôle les travailleurs précaires de toutes sortes de façons, y compris l'intimidation, le chantage, la psychiatrisation, etc. Rappelons que

A Hénin-Beaumont, cette tentative de conquérir une municipalité fut menée d'une manière beaucoup plus douce par un représentant de commerce⁶ (Steeve Briois); il n'essaya pas de conduire une bataille idéologique aussi violente que celle de son ami Mégret, du moins ce ne fut pas son activité principale. Il commença par enquêter sur la façon dont le maire socialiste gérait les finances locales. Et quand son enquête en 2002 et sa dénonciation publique conduisirent à un procès contre le maire, il se rendit au tribunal tous les jours, bourrant la salle d'audience avec des militants du Front national, et commentant l'événement sur son blog tous les jours. Il organisa également plusieurs «happenings» sur le marché local; par exemple, il collecta publiquement des oranges pour l'élu socialiste condamné à trois ans de prison.

En 2003, Steeve Briois et le Front national commencèrent à s'intéresser aux grèves locales et aux fermetures d'usines. Briois essaya de se présenter aux portes de ces entreprises et même d'y pénétrer, mais ne fut pas bien reçu, à l'époque, par les travailleurs et les syndicalistes de la CGT. Néanmoins, il donna localement une «image plus sociale» au Front national, ce qui était le principal résultat recherché pour lui et son parti.

Steeve Briois devint conseiller municipal en 1995, conseiller régional en 1998, député européen en 2014 et maire de Hénin-Beaumont en mars 2014. Au cours de cette longue lutte, il fut fortement soutenu au cours des cinq dernières années (2009-2014) par Marine Le Pen (dirigeante toujours suivie par des dizaines de journalistes, atout essentiel pour un candidat, surtout s'il ne jouit pas d'une forte implantation locale...). Les méthodes de Briois étaient très différentes de celles de Bruno Mégret et il n'utilisa pas autant de voyous fascistes du type skinhead, ou du moins il leur apprit à adopter un code vestimentaire plus respectable et à essayer de rester «cool» face à leurs adversaires politiques; il recruta parmi d'anciens militants locaux, socialistes, communistes ou de droite, grâce à son long et patient travail en tant que conseiller municipal.

Les diverses campagnes qu'il a menées dans cette ancienne ville ouvrière⁷ leur ont permis, à lui et à Marine Le Pen, d'apparaître comme beaucoup plus «modérés» que Mégret et son équipe à Vitrolles dans les années 1990.

Comme Briois avait toujours vécu dans cette ville, et qu'il avait commencé à militer à l'extrême droite dès l'âge de seize ans (il en a aujourd'hui quarante-trois), tout le monde le connaissait. De plus en plus de gens ont commencé à apparaître ouvertement comme des partisans et des électeurs du Front national. C'est devenu plus facile pour eux lorsque Marine Le Pen a commencé à changer l'image publique de son

le RSA atteint seulement 524 euros par mois pour une personne seule, 673 euros pour un parent isolé, 786 livres pour un couple de chômeurs, et 1100 euros s'ils ont deux enfants, sommes ridicules qui rendent impossible de pouvoir à la fois se nourrir et se loger décentement.

⁶ Comme Briois l'explique lui-même «*La politique, c'est vendre un idéal. Quand l'idéal s'appelle Front national, c'est peut-être plus dur à vendre, on a un boulet au pied au départ avec le logo FN, mais cela devient un challenge. Ici, on vend du Le Pen. On fait de la publicité comparative : il y a des périodes de soldes, des têtes de gondole pour attirer le chaland. La politique, c'est du marketing, je n'y peux rien, c'est la société qui est comme ça. La différence avec le commerce, c'est que nous, ce qu'on vend, c'est gratuit. La seule chose que je demande aux gens, c'est de se déplacer le dimanche matin pour aller voter, c'est tout. C'est une sorte de contrat de confiance entre les électeurs et nous.*»

⁷ En fait, Hénin-Beaumont résulte de la fusion entre deux communes: Hénin-Liétard, une ville ouvrière traditionnelle, et Beaumont-en-Artois, un village entouré de champs et de fermes. Les votes du Front national sont beaucoup plus élevés dans les zones rurales et le village de Beaumont que dans la ville ouvrière de Hénin-Beaumont elle-même. Dans ces zones rurales, il n'y a ni gare, ni route principale à proximité, ni antenne de police, ni bureau de poste, ni magasin, ni café. Très peu de migrants vivent dans ces zones, mais les habitants sont endoctrinés par toutes les images sensationnalistes propagées par les différentes chaînes de télévision sur les incidents, les émeutes ou les crimes impliquant de prétendus «musulmans» ou «Arabes» en France. Les gens sont obligés d'avoir une voiture (et parfois deux dans la même famille) ce qui représente un investissement coûteux, étant donné le prix de l'essence. Ils pensent qu'ils n'ont plus d'avenir, sont abandonnés par l'État, sentiment exploité par le Front national à chaque élection. Il faut également ajouter que sur les huit villes entourant directement Hénin-Beaumont, trois ont élu un maire PS, trois un maire PCF et une un maire du Modem. Donc, Hénin-Beaumont est encore une exception, même s'il s'agit d'une très dangereuse exception.

parti et à convaincre l'opinion, avec l'aide complaisante et intéressée⁸ des médias, que le Front national se préoccupait des intérêts des travailleurs – et pas seulement de ceux des patrons. Jean-Marie Le Pen avait tenté une opération similaire en 2002, mais à cette époque le programme économique du Front national défendait beaucoup plus ouvertement l'initiative privée et la diminution de l'intervention de l'Etat dans l'économie et la société.

En fait, depuis ses origines, le FN inclut une pluralité de courants : des néolibéraux⁹ aux catholiques traditionalistes en passant par les nationalistes-révolutionnaires. Jean-Marie Le Pen a toujours tenté de satisfaire toutes ses sensibilités à la fois y compris en se livrant à la démagogie «sociale», comme en témoignent les quelques faits suivants :

- en 1992, le FN adopte «51 mesures pour faire le point sur le social» ;
- le slogan «Le social, c'est le Front national» date des années 90 ;
- le 1^{er} Mai 1996, Jean-Marie Le Pen déclare : *«Il convient de saluer ici la longue lutte des travailleurs et des syndicats pour plus de justice, plus de sécurité, plus de liberté dans le travail. Saluons la mémoire des mineurs, des marins, des cheminots, des métallos, des Français fiers de leur métier, attachés à leur outil de travail et y voyant par leur effort de transformation de la société non plus l'instrument de leur servitude, mais le moyen de leur libération.»* ;
- la fête de Jeanne d'Arc est célébrée le 1^{er} Mai, date hautement symbolique, depuis 1998 ;
- Jean-Marie Le Pen aime bien proclamer *«Socialement je suis de gauche, économiquement de droite et, nationalement, je suis de France»*, mais après la défaite de Jospin au premier tour des présidentielles de 2002, élection présidentielle, il est allé un peu plus loin en s'adressant plus spécifiquement aux travailleurs (parmi une longue énumération de «victimes de l'establishment») : *«N'ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans-grade, les exclus. (...) Vous, les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht.»*

Sa fille n'innove donc guère en la matière, même si elle a décidé d'abandonner – pour le moment – la rhétorique antisémite de son père.

L'équilibre entre les propositions dites «(néo)libérales» (ouvertement favorables au capitalisme privé) et celles qui semblent défendre le maintien de l'Etat-providence est très instable dans les discours publics et les programmes du FN. Deux éléments fondamentaux restent constants dans sa politique:

- il veut réserver les prestations sociales et les services publics aux Français, voire aux «Français de souche» (expression dont le sens varie) ;
- il souhaite concentrer la répression de «l'Etat fort» contre les pauvres (jugés «fainéants»), les «étrangers», les «musulmans» et les «Français de papier» (récemment naturalisés).

Comme le soulignent plusieurs auteurs des *Faux-semblants du FN*, Marine Le Pen ne défend les services publics que pour prôner une conception profondément inégalitaire, xénophobe et antimusulmane de l'Etat-nation.

– Une démagogie sociale fébrile

Au cours des dernières années, le programme économique du FN n'a pas beaucoup changé¹⁰, mais la rhétorique officielle de Briois et de Marine Le Pen a essayé d'apparaître plus compatible avec les besoins des travailleurs: Briois a démagogiquement affirmé qu'il était fier de Jaurès, de Pierre Mauroy (Premier

⁸ On ne soulignera jamais assez leur rôle dans la prétendue «dédiabolisation» du Front national, de Marine Le Pen et de sa nièce Marion Maréchal-Le Pen. Et cela a été particulièrement clair lors des mois qui ont précédé les élections régionales de décembre 2015. Il est évident que les péripéties de cette famille d'extrême droite constituent un sujet en or pour les médias, notamment les chaînes de télévision, et le moins qu'on puisse dire est qu'ils roulent tous pour le FN en lui accordant une place démesurée et en dissimulant sciemment sa proximité idéologique évidente avec de vieux thèmes fascistes ou d'extrême droite dissimulés derrière une mince couche de fard laïco-républicain.

⁹ Ainsi le premier programme du FN en 1972 envisageait de «*réduire le secteur public et nationalisé au strict minimum*».

¹⁰ Cf. Collectif antifa rennais, «Le FN, une arnaque antisociale au service de la classe dominante», 2014 (un bon argumentaire sur le prétendu «tournant social» du FN) <http://www.antifabzh.lautre.net/roazhon/2014/02/le-tournant-social-du-fn-genealogie-dune-imposture/>.

ministre socialiste d'origine ouvrière, né à Cartignies, dans le Nord), de plusieurs maires socialistes locaux et de célèbres résistants durant la Seconde Guerre mondiale. Soutenu par Marine Le Pen, il a prétendu que le Front national soutenait le maintien des 35 heures et de la retraite à 60 ans ; que le FN voulait «taxer les riches» ; qu'il demandait la création d'une échelle mobile des salaires; que le FN défendait l'idée de nationaliser les banques si nécessaire et d'obliger les entreprises à rendre les subventions publiques si elles délocalisaient leurs actifs (dans le Nord de la France, plusieurs entreprises ont pris l'argent de l'Etat puis ont disparu avec la caisse) ; qu'il dénonçait les «maux du capital financier»; et que le FN exigeait que les prix des produits de base soient contrôlés par l'État.

Un programme qui pourrait être défendu par le Parti communiste, le Parti de Gauche et même les trotskistes du NPA, de LO et du POI !

Mais nous ne devons jamais oublier que le Front national affirme aussi, depuis de nombreuses années, tout comme le MEDEF et les économistes officiels, que les entreprises paient des cotisations et des taxes «trop» favorables aux salariés, que les syndicats ont «trop» de pouvoir et que les grèves doivent être «réglementées», en clair quasiment interdites.

Nous verrons donc dans les années à venir si le Front national poussera plus loin cette démagogie «sociale» ou, plus vraisemblablement, s'il maintiendra une attitude bonapartiste traditionnelle d'équilibre entre les intérêts opposés des classes sociales qu'il prétend représenter en prononçant de belles paroles et en avançant des réformettes symboliques pour les exploités mais en promettant de gros cadeaux aux exploités.

– Rétablissement des liens sociaux

Le Front national distribue régulièrement dans les quartiers ouvriers des tracts contre l'insécurité (braquages de banque, cambriolages, incidents nocturnes ou diurnes impliquant de jeunes migrants, de jeunes Franco-Arabs ou Franco-Africains, émeutes dans les banlieues, etc.), l'Islam et l'immigration. Mais, si cette propagande classique de la droite et de l'extrême droite rencontre un certain écho parmi les travailleurs, cela ne suffit pas vraiment à faire la différence sur le plan local.

Lorsque le Front national a des conseillers municipaux dévoués comme à Hénin-Beaumont, ils agissent à peu près de la même façon que les partis communiste et socialiste autrefois : ils font du porte à porte, ils écoutent patiemment les doléances des gens, ils notent soigneusement leurs griefs, ils essayent d'exercer des pressions sur les services sociaux¹¹ afin que les gens obtiennent un nouvel appartement, une aide ménagère à la maison pour une personne âgée, une aide financière afin de pouvoir envoyer leurs enfants dans une colonie de vacances ou payer une partie de leurs dettes, etc.

Les conseillers municipaux du Front national s'appuient sur un réseau de correspondants de quartier qui les informent de tous les petits problèmes (du feu de circulation qui ne fonctionne pas à une bagarre impliquant des «musulmans» dans la rue ou dans un café). Bien entendu, ces «correspondants» peuvent aussi espionner et fichier tous les opposants politiques, ce qui permettra, le moment venu, des actions punitives musclées.

Les militants du FN organisent des banquets payants pour le 14 Juillet. Ils vendent des pin's, des briquets, des foulards représentant Jean-Marie ou Marine Le Pen. Le Front national repose sur une gigantesque pompe à fric : en témoigne le récit de cette retraitée aux revenus modestes, militante acharnée qui participe à toutes les distributions de tracts et à tous les collages d'affiches du FN, mais est obligée de faire des ménages pour aller aux banquets organisés par son parti !

Quand il en a les moyens financiers, le Front national ouvre des sièges locaux qui sont utilisés à la fois à des fins politiques et comme des centres de la vie sociale locale où les habitants du coin peuvent venir discuter, boire un café, plier des tracts, coller des enveloppes, etc. Leurs sièges deviennent des endroits très animés car ils recréent des liens qui avaient disparu ; ils tentent de jouer, toutes proportions gardées, le même rôle que les «maisons du peuple» (dirigées par les partis socialistes ou communistes) ou les «Bourses du travail» des syndicats. Le Front national organise des «apéros», des anniversaires, etc. Evidemment, ce côté «gentil» du Front national est présenté et promu par les médias, publicité gratuite qui lui attire la sympathie des électeurs voire de nouveaux adhérents.

Steeve Briois ne manque pas aussi d'effectuer le tour des différentes fédérations du Front national pour promouvoir le modèle «Hénin-Beaumont» dans d'autres régions où le FN cherche à s'implanter.

¹¹ «Grâce à moi, les travailleurs sociaux ont moins de travail. Nous sommes très proches des gens, comme avant, quand c'était le parti de Jaurès», dit Briois.

– Le programme xénophobe du Front national n’a absolument pas disparu

Le FN propose des solutions xénophobes qui sont malheureusement séduisantes pour ceux qui sont au chômage ou ont peur de perdre leur emploi. Il veut expulser tous les sans-papiers ; restreindre les droits sociaux des travailleurs «étrangers» (surtout s’ils sont chômeurs, délinquants, parents de délinquants, de «mauvais parents», etc.) ; retirer la nationalité française aux étrangers naturalisés qui ont commis des crimes de sang ; étendre au secteur privé la politique de l’Etat français dans la fonction publique: ce que le FN appelait auparavant la «préférence nationale» a été rebaptisé «priorité nationale», voire «priorité citoyenne», par Marine Le Pen, mais son contenu est exactement le même.

Évidemment, les maires et conseillers municipaux du FN ne peuvent appliquer toutes ces mesures aujourd’hui, parce qu’elles sont illégales et contraires à la Constitution. Ils ont donc successivement utilisé deux tactiques:

– Ils ont d’abord essayé, comme à Vitrolles dans les années 1997-2002, de mettre en œuvre ces mesures discriminatoires par la force et ont été condamnés par les tribunaux à payer de lourdes amendes qui ont contribué à la faillite de la ville, de sorte que cette tactique s’est retournée contre eux. Mégret a fait ce choix à Vitrolles, non pas parce qu’il pensait qu’il pourrait vraiment gagner mais afin de montrer à l’opinion publique que «l’establishment de l’UMPS» ne défendait pas les intérêts du «peuple français»;

– aujourd’hui, sous la direction prétendument «modérée» de Marine Le Pen, les militants du Front national présentent ces mesures comme une solution concrète pour résoudre le problème du chômage quand ils parviendront au pouvoir et seront en mesure de changer les lois et la Constitution.

À Hénin-Beaumont, dans le nord de la France, comme Mégret l’a fait dans le Sud, et comme le font d’autres maires aujourd’hui (par exemple Robert Ménard à Béziers), le Front national tente également de réactiver des traditions locales qui ont disparu, comme un défilé de chars fleuris ou une fête organisée autour de thèmes médiévaux; pendant des années, Briois a participé à chaque bal local et dansé avec les vieilles dames qui y participaient ; il a mémorisé tous les noms qu’il pouvait stocker en mémoire et n’oublie jamais de serrer la main de ses électeurs ou de les embrasser sur les deux joues chaque fois qu’il les rencontre.

Se soucier des traditions ouvrières et populaires locales est un excellent moyen pour le Front national d’obtenir des votes et également de renforcer son programme et sa propagande nationalistes.

– Le Front national s’inspire de l’idéologie du Parti communiste dans les années 50, 60 et 70

Pour résumer, le Front national copie, dans certaines régions ouvrières, les techniques d’organisation mais aussi une partie de la politique du parti stalinien durant les années 1950 et suivantes : un puissant nationalisme (rebaptisé patriotisme pour faire plus «à gauche») ; un attachement aux traditions locales, paysannes ou ouvrières ; la volonté de défendre les emplois locaux ; la critique uniquement des «mauvais patrons» – c’est-à-dire des patrons étrangers, des multinationales ou des spéculateurs de la Bourse, mais surtout pas des capitalistes français. Officiellement, aujourd’hui, le Front national affirme ne pas être raciste (en fait, il l’a toujours prétendu), mais ses militants peinent à contrôler leurs préjugés xénophobes et spécialement antimusulmans et anti-roms tant ils leur collent à la peau.

De toute façon, leurs idées ne sont pas très éloignées de ce qu’écrivit Georges Marchais, dirigeant du Parti communiste français, en 1981: *«La cote d’alerte est atteinte [...] C’est pourquoi nous disons : il faut arrêter l’immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l’immigration officielle et clandestine. Il faut résoudre l’important problème posé dans la vie locale française par l’immigration. Se trouvent entassés dans ce qu’il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficile leurs relations avec les Français. Quand la concentration devient très importante [...] la crise du logement s’aggrave ; les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles immigrées, plongées dans la misère, deviennent insupportables pour les budgets des communes.»*

Une des rares nouveautés, depuis que Marine Le Pen dirige le parti fondé par son papa, est que le Front national a récemment introduit une petite dose de «tolérance» dans l’idéologie traditionnellement conservatrice de l’extrême droite sur certaines questions sociales. «Tolérance» envers

– le divorce (Marine Le Pen a divorcé deux fois et n’est pas mariée avec son compagnon actuel ; cela lui vaut l’hostilité des militants catholiques traditionalistes du FN mais tout le monde sait que les catholiques du XXI^e siècle divorcent à peu près autant que les autres Français – les plus pratiquants un peu moins, 13% au lieu de 17% – et même que les femmes catholiques avortent) ;

– l’avortement (Marine Le Pen prétend ne pas vouloir supprimer la loi Veil **mais** Louis Aliot s’oppose à ce qu’il appelle les «IVG de confort» et à leur remboursement, ce qui est une manière détournée de s’opposer au droit à l’avortement ; quant à sa patronne, elle est favorable au déremboursement des IVG de ces mêmes prétendues « IVG de confort» car «*Il y avait une femme sur 10 il y a dix ans, il y en a 2 sur 10 aujourd’hui qui se servent de l’avortement comme d’un véritable moyen contraceptif*», ce qui supposerait de soumettre à un interrogatoire policier toutes les femmes qui souhaitent interrompre leur grossesse) ;

– et l’homosexualité (certains de ses proches collaborateurs sont gays; elle a été interviewée dans un magazine gay, etc.). Mais elle veut supprimer le «mariage pour tous».

Il est intéressant de noter que l’extrême droite et le Parti stalinien ont longtemps partagé les mêmes positions réactionnaires sur des questions comme la famille, l’avortement, les droits des homosexuels et lesbiennes, et que le Parti communiste a formé plusieurs générations de travailleurs et de militants sur ces bases prétendument «morales» conformes au programme du Front National.

– **Une «droitisation des ouvriers» et un relookage de l’extrême droite qui ont commencé dans les années 1970 en Europe**

Néanmoins cette modernisation de l’extrême droite gauloise n’est pas un phénomène purement français, elle s’est produite dans d’autres pays sous diverses formes et a été influencée par l’apparition de nouveaux partis nationaux-populistes et les initiatives de la Nouvelle Droite¹².

Les batailles conceptuelles autour du concept de «national-populisme» n’ont guère d’importance tant qu’il est clair que

- 1) ces partis sont les pires ennemis des travailleurs, des syndicats et des organisations de gauche ;
- 2) que ces partis attirent les électeurs les plus nationalistes, racistes, antisémites, sexistes, homophobes, xénophobes et antimusulmans, avec des nuances diverses et sous des emballages différents ;
- 3) que très probablement tout mouvement néofasciste de masse, s’il doit apparaître, recrutera dans cet électorat et chez ces militants.

Évidemment, dans les pays comme les Pays-Bas, le Danemark et la Suède, où il n’y a jamais eu de parti communiste de masse, et où la social-démocratie a toujours mené une politique de collaboration de classe très étroite avec les patrons et l’État, cela n’a pas pris la même forme qu’en Italie, en Espagne ou au Portugal, qui ont eu des partis staliniens de masse et des partis socialistes militants, du moins à un moment donné de leur histoire.

Mais dans toute l’Europe, on a vu apparaître de nouveaux partis d’extrême droite qui souvent ne viennent pas directement d’une tradition fasciste même si certains de leurs dirigeants ou de leurs cadres ont un passé fasciste : le Vlaams Belang en Belgique, le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas, le Parti de la liberté (FPO) en Autriche, l’UDC en Suisse, le Parti du progrès en Norvège, le Parti du peuple au Danemark, etc. Cette évolution est due au fait que les sociétés européennes ont connu des changements massifs dans la composition interne de la classe ouvrière, dans la nature du mouvement ouvrier et dans l’organisation spatiale et sociale des villes et des quartiers populaires.

Le vote de la classe ouvrière pour la gauche décline dans toute l’Europe depuis la fin des années 1970 et n’est donc absolument pas un phénomène franco-français [cf. Jean-Michel de Waele et [Mathieu Vieira](#) (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Economica, 2011].

En France, au milieu des années 1980, cette évolution a été renforcée par un changement dans le rapport de forces entre le vote ouvrier pour la droite et celui pour l’extrême droite. Et cette évolution ne se limite absolument pas à la France. Le profil des «*working class Tories*», les travailleurs conservateurs, a été analysé dès les années 1970 en Grande-Bretagne: ces travailleurs aiment leur entreprise, admirent leur patron, et reconnaissent la légitimité des «élites» et de leur compétence. Ces travailleurs

¹² Dans l’article consacré aux rapports entre le FN et la Nouvelle Droite que l’on trouve dans le livre collectif *Les faux-semblants du Front National*, Jean-Yves Camus minimise l’influence de la Nouvelle Droite sur les courants néofascistes et tente, tout comme Pierre-André Taguieff avant lui, de présenter Alain de Benoist comme un intellectuel au-dessus du marais fascisant, raciste, fasciste et néofasciste. Malheureusement pour lui, les citations et les exemples qu’ils donnent montrent au contraire que De Benoist est bien un théoricien d’extrême droite même s’il enrobe son racisme culturel de nombreuses références à des théoriciens de gauche !

réactionnaires britanniques n'ont évidemment pas disparu avec le développement de la crise, bien au contraire.

Les transformations structurelles du capitalisme et de l'économie mondiale ont accéléré la transformation de la classe ouvrière; l'extrême droite européenne a donc concentré son attention sur les perdants de la mondialisation: les travailleurs non qualifiés, les agriculteurs et les commerçants pauvres, les travailleurs indépendants, les travailleurs précaires de toutes sortes. Ce que certains appellent le «nativisme du bien-être» (*Welfare nativism*) et qu'il vaudrait mieux traduire par une «conception chauvine de l'Etat-providence» (l'idée que l'Etat doit protéger les nationaux avant tout) s'est développé de plus en plus et il prend pour cibles:

- les migrants, censés menacer le niveau des salaires et des prestations sociales, mais aussi miner l'identité nationale ;
- et les «musulmans», censés précipiter la disparition des Etats nations, provoquer des guerres civiles intra-européennes voire favoriser la domination de l'islam.

Les nouvelles générations de travailleurs¹³ qui, depuis le milieu des années 1970, ont connu le chômage de masse et la précarisation de leurs conditions de vie et de travail, et qui ont assisté au déclin des syndicats, à la transformation finale de la social-démocratie en un simple appendice de l'Etat bourgeois, et à l'effondrement des partis communistes, sont beaucoup plus sceptiques envers la gauche ou l'extrême gauche que leurs parents et leurs grands-parents. Ils veulent «donner une chance» aux partis nationaux-populistes ou aux partis d'extrême droite «rénovés» comme le Front national parce que leurs valeurs sont beaucoup plus conservatrices que celles des travailleurs nés avant la Seconde Guerre mondiale ou jusqu'au début des années 60¹⁴.

Donc, pour toutes ces raisons et bien d'autres, nous avons encore une bataille longue et difficile idéologique et politique à mener.

¹³ Le débat fait rage entre les spécialistes du FN. Certains comme Pascal Perrineau avancent la thèse du « gaucholepénisme » (les électeurs ouvriers, actifs et retraités – soit 20% du corps électoral – ont basculé en partie de la gauche au FN) ; d'autres comme Nonna Mayer défendent l'idée d'un « ouvriérolepénisme » (les électeurs ouvriers de droite et les jeunes électeurs ouvriers sans étiquette ont basculé à l'extrême droite). Pour plus de détails on peut se reporter à l'article de Florent Gougou («Les ouvriers et le FN. Les logiques d'un réaligement électoral») dans *Les faux-semblants du Front National, op. cit.* Les partisans de la seconde thèse ont des arguments assez convaincants.

¹⁴ Comme plusieurs camarades de l'AWL l'ont souligné lors de notre atelier commun avec Theodora Polenta et Matt Cooper, l'extrême droite et les partis nationaux-populistes proposent un «grand récit» réactionnaire qui peut donner aux travailleurs l'impression qu'ils offrent à la fois une explication et une solution à leurs problèmes.

*** A propos de certains clichés et idées préconçues sur le Front national**

Le Front national s'oppose-t-il au «système»? Est-il «ni de gauche ni de droite» ?

Durant la majeure partie de son histoire, le principal dirigeant du Front national a entretenu des contacts discrets et entamé des négociations avec la plupart des chefs de la droite, de Jacques Chirac à Valéry Giscard d'Estaing en passant par Charles Pasqua (notamment quand ce dernier était ministre de l'Intérieur). Jean-Marie Le Pen a souvent négocié avec la droite sur le plan national ou au niveau local. A plusieurs reprises il a recruté d'anciens politiciens de droite en leur demandant de payer cash leur entrée à l'intérieur du Front national. Pendant plusieurs années, le Front national a été financé par la secte Moon. Le Front national ne peut en aucune façon être considéré comme un parti «antisystème», même si, comme les fascistes français dans les années 1930, il fait semblant de n'être «ni de droite ni de gauche».

Ce parti «indépendant» vit en fait des financements publics généreux, qu'ils soient français ou européens, encaissés lors des élections à l'issue desquelles il dépasse un certain pourcentage de voix. Il n'a aucune indépendance financière par rapport à l'Etat, au contraire c'est l'Etat et l'UE qui le nourrissent. Par exemple, près de 6 millions d'euros proviennent de l'argent des contribuables chaque année après les élections législatives françaises, somme à laquelle il faut ajouter plusieurs autres millions d'euros tous les ans pour les élections européennes – rappelons que le FN a 24 députés européens.

Quant à sa prétendue indépendance vis-à-vis de la classe dominante, le FN dépend de la fortune personnelle de Jean-Marie Le Pen qui a organisé toutes sortes de manœuvres spéculatives douteuses avec l'argent des membres du Front national. Il a, à cette fin et avec sa fille, créé une entreprise personnelle (la Cotelec) ; et il a également détourné l'héritage d'un capitaliste aux idées fascistes, un vieillard alcoolique et mythomane (Hubert Lambert) et conclu ensuite un accord opaque avec la famille quand ce sinistre individu lui a laissé sa fortune après sa mort.

Jean-Marie Le Pen, son ex-femme, sa femme et ses filles, qui vivent tous ensemble dans un énorme et luxueux manoir d'une riche banlieue parisienne appartiennent évidemment tous aux «élites» qu'ils dénoncent, à la bourgeoisie, compte tenu de leur statut social, de leurs propriétés, de leurs privilèges matériels à l'intérieur de leur propre parti, etc.

Le Front national est-il plus antimusulmans qu'antisémite ?

Selon les périodes et l'influence variable des fascistes à l'intérieur du Front national, au niveau local, mais aussi dans sa direction, l'accent mis sur l'une ou l'autre forme de racisme ou d'antisémitisme a varié. Depuis 2011, année où Marine Le Pen est devenue la présidente du Front national, l'antisémitisme officiel (mais pas le racisme, comme en témoignent ses propos contre le métissage) a publiquement diminué dans les discours officiels. Marine Le Pen a essayé plusieurs fois de se rendre en visite officielle en Israël; elle a contacté les dirigeants de la communauté juive américaine, elle fait des appels du pied aux électeurs juifs, etc. Mais lorsqu'on lit des témoignages précis sur les militants et les cadres locaux du FN et les propos qu'ils tiennent dans les réunions internes, on constate que l'antisémitisme et même le négationnisme n'ont absolument pas disparu au Front national. D'ailleurs tous les sondages confirment que le FN est le parti qui attire le plus d'électeurs antisémites et racistes. Il est seulement interdit d'exprimer publiquement des sentiments anti-juifs sur Facebook, sur des sites Web locaux du Front national, dans les réunions publiques ou les conférences de presse, etc. Donc l'antisémitisme se porte très bien au FN, simplement il est réservé aux discussions internes au parti.

Selon Wikipédia en anglais, le vieux Front national aurait été autrefois un parti néofasciste qui ne voulait pas vraiment prendre le pouvoir par le biais des élections et nouer des alliances avec la droite républicaine (nous avons déjà expliqué pourquoi ces affirmations sont fausses). Mais, toujours selon le Wikipédia anglophone, le «nouveau» Front national aurait, depuis 2011, abandonné tout espoir de prendre le pouvoir par la force et serait devenu un parti de «centre-droit» !

Décidément la propagande frontiste infecte même les cerveaux anglophones...

Le programme et la stratégie du Front national ont connu de nombreux rebondissements. A court terme, si un parti fasciste de masse apparaît en France, une grande partie de ses militants et sympathisants viendront très certainement des rangs du Front national. Pour l'instant, Marine Le Pen tente d'opérer le même genre de mutation politique que Gianfranco Fini lorsqu'il a transformé le MSI néofasciste italien en Alleanza Nazionale mais on ne voit pas le FN ou même le RBM (Rassemblement Bleu Marine) se transformer à court terme en un parti de centre droit classique (de toute façon, quand on écoute les discours tenus par Sarkozy et ses amis on se dit que, au niveau du racisme et de la xénophobie, les différences sont vraiment ténues).

Même si de nombreux groupes néofascistes critiquent le Front national parce qu'il serait trop modéré, «sioniste» ou «pro-américain», ils ont encore de nombreux amis et alliés à l'intérieur du Front national, comme on a pu le constater, par exemple, pendant les manifestations de masse organisées en 2013 contre le mariage gay.

Le Front national est-il devenu le «premier parti ouvrier» en France?

Le FN ne contrôle aucun syndicat à l'échelle nationale ni même aucune fraction importante dans un syndicat, même s'il compte des syndicalistes dans ses rangs qu'il préfère organiser en réseaux extérieurs qu'en fractions internes aux syndicats, probablement faute d'effectifs et de cadres suffisants. Rappelons qu'en 1998 le Cercle national de défense des travailleurs syndiqués, présidé par un cadre de la CFTC, comptait seulement 1 500 adhérents se répartissant entre la CGT, FO, la CGT et la CFDT. Le FN n'a pas réussi à créer une organisation militante de jeunes travailleurs. Il ne joue aucun rôle dans les grèves ou les luttes pour de meilleures conditions de vie dans les banlieues populaires. Il n'est pas en mesure – pour le moment – de contrôler des pans entiers du territoire comme la social-démocratie et le Parti communiste l'ont fait au cours de leur histoire, ou comme les nazis l'ont fait dans les années 30 avant de prendre le pouvoir. Nous devons évidemment nous soucier de son influence électorale et idéologique croissante (par exemple, ses résultats électoraux ont encouragé la droite «républicaine» à adopter une partie de son programme sur l'immigration, «l'insécurité» et l'islam ; et le gouvernement socialiste a même repris une de ses mesures phares, la déchéance de nationalité, après les attentats du 13 novembre 2015), mais il ne faut pas paniquer ou être paralysés par la progression du Front national.

Les effectifs du Front national progressent-ils constamment depuis sa fondation en 1972?

Si nous regardons à la fois ses résultats électoraux et le nombre de cartes placées l'image est un peu plus complexe. En 1972, le FN avait environ 2000 sympathisants encartés, mais dix ans plus tard (1982 et 1983) moins de 250. Son influence a commencé à augmenter en 1984 grâce aux chaînes de télévision nationales et au président «socialiste» Mitterrand qui a cyniquement aidé Le Pen après que le leader du Front national se fut plaint du «boycott» dont il souffrait sur les chaînes publiques de radio et de télévision.

Le FN atteignit 20 000 détenteurs de cartes en 1989 et 42 000 en 1998, juste avant la scission entre Mégret et Le Pen. Ensuite ses effectifs plongèrent à nouveau (12 800 en 2000) et commencèrent à remonter seulement dix ans plus tard, en 2010 (20 000). Depuis lors, la progression a été impressionnante et permanente: 51 551 cartes payées en juillet 2015 soit dix mille de plus qu'en 1998.

Si l'on considère les résultats électoraux du FN, ils ne coïncident pas exactement avec ses hauts et ses bas en termes d'effectifs. Ceci est lié à la relation spéciale qui s'est établie entre les électeurs, le parti et son chef (Jean-Marie Le Pen, et maintenant sa fille Marine Le Pen). Le Front national a toujours obtenu de meilleurs résultats aux présidentielles qui correspondent davantage à sa nature autoritaire, aux électeurs qui souhaitent se regrouper autour d'un leader bien-aimé, qui a toujours mis en avant son nom, promu son visage (y compris son bandeau sur l'œil pendant quelques années) et son corps sur toutes les affiches électorales, souvent sans même mentionner le nom de son parti.

Et sa fille suit exactement le même chemin que celui de son père, puisqu'elle met en avant son nom beaucoup plus que celui du FN et qu'elle a même créé une structure ad hoc, le Rassemblement Bleu Marine, qui est à la fois :

- une pompe à fric ;
- une structure pour ratisser plus large que le FN et permettre aux membres de groupuscules néofascistes de se respectabiliser à travers la participation aux élections ;
- et une entreprise de promotion ultra personnalisée. Cette attitude découle à la fois des valeurs néofascistes des Le Pen (père et fille, en attendant la petite-fille) et du système présidentiel français, lui-

même influencé par les techniques modernes de marketing qui vendent les politiciens aux électeurs de la même manière qu'elles vendent des voitures aux consommateurs.

Le Front national est-il un parti raciste ou... nazi¹⁵?

La plupart des électeurs du FN, en particulier dans les quartiers ouvriers, prétendent ne pas être racistes. Ils disent qu'ils ont des amis arabes ou africains (ce qui est parfois vrai), mais expriment explicitement leur haine contre les Roms et les Roumains. Ils expliquent leur vote pour le FN comme un simple «vote de protestation» (une explication commode propagée par des médias complaisants mais qui ne tient plus la route en 2016); ils pensent que Marine Le Pen est très différente de son père raciste et antisémite, ou ils invoquent parfois un argument «démocratique»: «Après tout, ils méritent aussi d'avoir leur chance et de prouver ce qu'ils sont capables de faire.»

Les cadres du Front national ont un système de défense encore plus absurde: «Nous ne sommes ni racistes ni antisémites. Mais il est normal de discriminer. Prenons un exemple très simple: un homme tombe amoureux d'une femme, il discrimine automatiquement les autres femmes. La même chose se passe dans un restaurant, lorsque vous choisissez un plat, vous discriminez les plats que vous ne commandez pas.» Et personne n'éclate de rire dans une réunion du Front national lorsqu'un cadre du parti tient un «raisonnement» aussi stupide.

Le Pen, aussi bizarre que cela puisse paraître à certains gauchistes, n'a jamais diffusé une propagande raciste à 100% au sens nazi du terme –même s'il a édité des chants nazis (et aussi révolutionnaires) lorsqu'il était le patron d'une maison de disques ; il n'a jamais prôné une France totalement gauloise, même s'il a encore récemment lancé une «blague» nazie sur la façon dont le virus Ebola pourrait résoudre les problèmes de l'Afrique ; en fait, il a toujours tenu des propos racistes¹⁶ afin d'attirer l'attention des médias, de conserver l'appui de ses partisans fascistes à l'intérieur et à l'extérieur du FN, et d'embarrasser les membres de son parti qui voulaient conclure des alliances avec la droite «respectable».

La source de cette contradiction apparente, ou plus exactement des multiples facettes de ce sinistre personnage, est peut-être qu'il appartient à ces politiciens d'extrême droite comme Roger Holeindre¹⁷ qui ont participé aux guerres coloniales françaises et appris à «apprécier» (d'une façon très paternaliste-raciste évidemment) les auxiliaires arabes, asiatiques et africains de l'armée française. Le Front national a toujours essayé de se présenter comme le meilleur ami des harkis, en particulier avant chaque élection, même si la majorité d'entre eux votent plus pour la droite que pour l'extrême droite.

Le Pen a toujours défendu une ligne «assimilationniste» radicale, pas l'expulsion ou l'emprisonnement de toute personne qui ne serait pas franco-française depuis des siècles ; en d'autres termes, Le Pen tolère les «bons» immigrés et descendants d'immigrés qui travaillent dur et sont de grands patriotes (des chauvins comme lui), mais il n'en veut pas «trop» sur le sol français («*J'aime les étrangers... quand ils sont chez eux*», a-t-il déclaré).

Sur ce point précis, il a combattu, au sein de son parti, ceux qui refusaient que des Franco-Africains ou des Franco-Arabes adhèrent au Front national, et a fortiori fassent partie de la direction ou soient candidats aux élections pour le FN. Cela peut expliquer pourquoi Le Pen est parfois considéré par certains travailleurs franco-maghrébins ou antillais, ou même par certains immigrés «étrangers» comme n'étant pas raciste... Et son amitié avec l'humoriste négationniste et antisémite franco-africain Dieudonné a certainement aidé à adoucir son image raciste.

Tout le monde sait que Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, est allé en 2005 à La Courneuve parce qu'un jeune y avait été tué par une balle perdue. Ce jour-là, il a déclaré ce quartier serait «nettoyé au Karcher». Plus tard, Sarkozy a utilisé le mot «racaille» pour qualifier ceux qui l'ont hué à Argenteuil.

Mais peu de gens savent que Jean-Marie Le Pen a donné une conférence de presse très courte (trente minutes, Le Pen n'est pas téméraire) à Argenteuil en 2007 et a déclaré: «*Si certains veulent vous*

¹⁵ Allusion à un vieux slogan gauchiste : «F comme fascistes N comme nazis !»

¹⁶ «(...) *aux Jeux olympiques, il y a une évidente inégalité entre la race noire et la race blanche [...], c'est un fait. Je constate que les races sont inégales [...], c'est une banalité*» ; «*Les Noirs sont plus doués pour le sport et la danse que les Blancs.*»

¹⁷ Ouvrier métallurgiste, engagé volontaire au moment de la guerre d'Indochine, militant de l'OAS, ce journaliste a été un des piliers du FN mais il a démissionné en 2011 parce qu'il désapprouvait la montée en puissance de Marine Le Pen. Il a rejoint le Parti de la France de Carl Lang.

karchériser ou vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieues où les politiciens français vous ont parqués, pour vous traiter de racaille par la suite. Vous êtes les branches de l'arbre France, vous êtes des Français à part entière. Il n'y a pas de beuritude, pour moi vous n'êtes ni des potes ni des blacks, ni des beurs, vous êtes des citoyens français, des enfants légitimes de la France faisant partie de notre République. Vous pouvez parfaitement comprendre pourquoi il est urgent d'appliquer la préférence nationale...». Cette déclaration a suivi son discours de 2006 à Valmy où il s'était adressé aux «Français d'origine étrangère».

Alain Soral, à cette époque membre du Comité central du Front national, créa en 2007 une association, «Egalité et Réconciliation», afin de convaincre les Franco-Maghrébins que la politique de «préférence nationale» n'était pas dirigée contre eux. Une tâche difficile évidemment, mais dans ce domaine il a en tout cas remporté certains succès d'audience sur Internet. Il voulait évidemment recruter des Franco-Maghrébins, afin que le Front national ne puisse plus être étiqueté comme raciste, ou en tout cas que cela soit plus difficile.

De tels calculs politiques semblent à première vue difficiles à comprendre, compte tenu des déclarations répétées de Le Pen sur l'inégalité raciale. Mais nous devons admettre que son double, voire triple, langage fonctionne parfois, y compris avec des gens qui devraient normalement le considérer comme un raciste. Donc, si le Front national n'est pas un parti nazi au sens du NSDAP allemand, il est un parti raciste et antisémite¹⁸, certainement pas un parti de «centre-droit» comme le prétend le Wikipédia anglophone !

C'est un parti d'extrême droite parce que :

– il est entièrement construit autour d'un chef qui a tous les pouvoirs au sein du parti et n'écoute que lui-même ou... elle-même ;

– il propage une idéologie nationaliste-raciste que des sociologues distingués peuvent appeler «nativiste» s'ils le souhaitent, sans que ce curieux concept change quoi que ce soit à sa nature extrême-droitière ;

– il défend, de fait, des valeurs chrétiennes comme tous les courants réactionnaires en France depuis 1789. Le FN ne fait que s'adapter à des évolutions sociétales, aux accommodements avec le dogme décidés par les Eglises (elles-mêmes poussées par leurs fidèles), pour mieux souligner la plasticité et le caractère fondamentalement démocratique du christianisme par rapport à la rigidité, au dogmatisme et au fanatisme de l'islam ;

– sa démagogie sociale, si elle ne prend plus pour cible les Juifs, reprend le thème de la lutte des «petits» contre les «gros», du «peuple» contre les «élites» (le Système, l'UMPS, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, etc.), thème commun à toutes les extrêmes droites.

L'influence du Front national progresse-t-elle parmi les Franco-Africains, les Franco-Asiatiques et les Franco-Maghrébins ?

Pour commencer, il faut savoir que les étrangers qui obtiennent des titres de séjour et de travail deviennent parfois xénophobes ou se comportent comme des «Oncle Tom», et se mettent à tenir des

¹⁸ Même si Marine Le Pen a déclaré au *Point* en 2011 : «*Tout le monde sait ce qui s'est passé dans les camps et dans quelles conditions. Ce qui s'y est passé est le summum de la barbarie. Et, croyez-moi, cette barbarie, je l'ai bien en mémoire.*» Et en 2014 au torchon *Valeurs actuelles* : «*Il existe – pourquoi le nier? – une suspicion d'antisémitisme qui pèse sur le Front national et que je conteste avec la plus grande force (...). Je ne cesse de le répéter aux Français juifs, qui sont de plus en plus nombreux à se tourner vers nous: non seulement le Front national n'est pas votre ennemi, mais il est sans doute dans l'avenir le meilleur bouclier pour vous protéger, il se trouve à vos côtés pour la défense de nos libertés de pensée ou de culte face au seul vrai ennemi, le fondamentalisme islamiste.*» Ces déclarations ne sont qu'un rideau de fumée... qui semble marcher chez une petite minorité des électeurs juifs [cf. Jérôme Fourquet, «Le «verrou» du vote FN cède chez les électeurs juifs, pas encore chez les musulmans» (2015), slate.fr, <http://www.slate.fr/story/109031/electeurs-juifs-musulmans-front-national> et aussi son article dans *Les faux-semblants du Front National*, op. cit.]. Quant au racisme, il est toujours bien présent dans les discours publics Marine Le Pen n'en déplaise aux journalistes complaisants. Ainsi, en novembre 2014, au moment du Congrès du FN, «MLP» affirmait : «*L'idéologie du métissage a un seul effet : camoufler l'extinction de la diversité des sociétés humaines*», aussitôt approuvée sur son compte Twitter par un certain Marchal : «*L'idéologie du métissage n'a qu'un but: La disparition de la race blanche!*»

discours nationalistes français une fois qu'ils obtiennent leurs papiers. «Oui, il y a trop d'étrangers en France», disent certains Algériens à propos des Maliens, certains Chinois à propos des Marocains, certains Turcs à propos des Sénégalais, etc. Le nationalisme est très puissant dans la société française (n'en déplaise aux pleureuses de publications comme *Marianne* et *Causeur*), dans les médias, et encore plus lorsque la droite est au pouvoir.

Parmi les Français d'origine maghrébine, africaine, chinoise ou turque, et parmi les migrants qui ont une carte de séjour et de travail, les opinions politiques dépendent de leur niveau d'intégration sociale. Certains petits patrons, petits commerçants ou petits cadres chinois (ou franco-chinois) ou algériens (ou franco-algériens) tiennent des discours ultra-libéraux et disent des choses horribles à propos des «étrangers»... c'est-à-dire de leur parentèle (même s'ils ne s'en rendent pas compte) !!! Ils pourraient donc (théoriquement) voter pour le Front national, mais il ne s'agit sans doute pas d'un phénomène massif pour le moment.

Quant à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale, ils sont déchirés entre

– leur volonté d'être «intégrés» dans la société française à n'importe quel prix (comme leurs amis et voisins de la même origine qui ont réussi à trouver un bon travail, à habiter dans un meilleur quartier, etc.)

– et des attitudes racistes (dures ou molles suivant les cas) copiées sur celles de leurs amis ou collègues franco-français ou influencées par le racisme institutionnel caché qui façonne la société française. Pour ceux qui sont au bas de l'échelle sociale, la religion est évidemment un moyen efficace de se façonner une identité plus forte, généralement une identité musulmane. Il est peu plausible que ce genre de personnes puisse être attiré par le Front national parce que ce parti, pour le moment, préfère courtiser des juifs réactionnaires que des musulmans réactionnaires.

Evidemment cela pourrait changer¹⁹, mais dans ce cas le Front national s'éloignerait encore davantage du modèle fasciste classique des années 1930, tout en restant un parti d'extrême droite très dangereux...

Il est probablement plus facile dans une société où les mérites du multiculturalisme sont officiellement vantés par l'Etat (ou l'ont été pendant des décennies, comme c'est le cas dans les pays anglo-saxons et dans une bonne partie de l'Europe occidentale) de se définir d'abord par son origine nationale que cela ne l'est dans une société nationale-républicaine comme la France. Par conséquent, en France, ce sont davantage les migrants les plus pauvres ou les descendants de migrants les plus pauvres qui donnent la priorité à leurs origines religieuses et / ou ethniques car ils ont peu d'espoirs de grimper dans l'échelle sociale et d'être considérés comme des citoyens égaux, comme de «vrais» Français s'ils sont naturalisés.

Les «Bac + 5» d'origine étrangère, eux, savent que, s'ils veulent réussir dans la société française, ils doivent montrer qu'ils sont fiers d'être français et mettre de côté leurs origines religieuses/ethniques. Parce que, pour le moment, il n'y a pas de vraiment de place pour le multiculturalisme dans les élites françaises quoiqu'en disent le Front national et de nombreux intellectuels de droite ou laïco-républicains de la gauche xénophobe...

Il existe aussi une autre solution, au moins pour ceux qui ont assez d'argent ou qui ont conçu un projet commercial ou industriel financé par leur famille, leurs amis ou leur communauté: devenir un commerçant, homme d'affaires ou un industriel prospère; dans ce cas, leur réussite sociale ne repose pas sur leurs diplômes, sur l'acceptation de la hiérarchie franco-française à l'intérieur des entreprises ou de l'État. Ils peuvent se libérer du pesant modèle national-républicain français et être fiers de leurs origines et de leur religion. Ce modèle est peu répandu en France, mais il va certainement croître vu les résistances de la société française et son racisme institutionnel.

Si le Front national, sous la direction de Marine Le Pen, décidait de prendre une certaine distance avec ses positions les plus xénophobes et nationalistes, si ce parti était vraiment capable de changer et de faire ce qu'il prétend, sans s'effondrer totalement et perdre l'essentiel de ses militants, il pourrait attirer non seulement des Franco-Français, mais aussi des gens d'autres origines.

Mais cela conduirait forcément à une scission ou à une purge massive à l'intérieur du Front national. Il n'est pas sûr du tout que Marine Le Pen soit capable d'effectuer un tel tournant politique radical, ni même qu'elle le désire véritablement, entre autres parce que son père contrôle tout l'argent du FN. Il s'agit non seulement d'un problème psychologique («œdipien», comme le prétendent les médias) mais

¹⁹ Marine Le Pen s'est rendue en Egypte et a rencontré en mai 2015 le cheikh Ahmed Al-Tayeb, imam de la mosquée d'Al-Azhar depuis 2010. Mais il ne semble pas que cette visite ait provoqué un flux d'adhésions «musulmanes «au FN...

surtout d'un problème d'ordre financier vital. Une telle politique d'ouverture, même relative, provoquerait inévitablement une scission. Marine Le Pen a-t-elle envie de revivre une catastrophe financière, militante et électorale, semblable à celle qui eut lieu avec l'exclusion de Mégret et de ses partisans ? Et les jeunes ex-fascistes qui sont aujourd'hui ses plus proches collaborateurs apprécieraient-ils une telle «ouverture» et l'arrivée massive de militants franco-arabes ou franco-africains à l'intérieur du parti? Il est permis d'en douter...

Sans oublier le fait que le Rassemblement Bleu Marine (organisation ad hoc construite en dehors du Front national autour de Marine Le Pen) comprend des groupes et des individus qui sont des racistes antimusulmans déclarés à commencer par les (ex-)Identitaires candidats du RBM à Paris, Tours et au Mans, ou ceux de Riposte Laïque et Résistance républicaine à Hayange, Saint-Cyr-sur-Mer et Puteaux. Ils ne voudraient certainement pas de militants «arabes» dans leurs réunions...

Le Front National peut-il devenir «gay friendly» comme les populistes néerlandais d'extrême droite Pim Fortuyn et Geert Wilders?

Apparemment, plusieurs proches collaborateurs de Marine Le Pen sont gays et Steeve Briois, l'«exemplaire» maire Front national de Hénin-Beaumont, serait homosexuel, même s'il n'a pas encore effectué son coming-out. Marine Le Pen a soutenu toutes ses batailles politiques et lui a rendu visite des dizaines de fois dans sa ville au cours des cinq dernières années (elle a essayé d'être élue à plusieurs reprises dans cette région). Cela peut expliquer pourquoi elle n'a pas participé aux grandes manifestations contre le mariage «pour tous». Rappelons tout de même que, malgré son image *gay friendly*, Marine Le Pen s'est engagée à supprimer le mariage entre personnes de même sexe. Quant à Jean-Marie Le Pen, il considère que les homosexuels ont une «*attitude communautariste*», «*se conduisent comme des hétérophobes (...) qui détestent ceux qui ne sont pas comme eux*» et que l'homosexualité nous conduira, «*si elle se développe, à la disparition du monde*» !

Marine Le Pen utilise la peur de l'Islam et du fondamentalisme qui existe chez certains homosexuels et lesbiennes pour attaquer tous les musulmans d'une manière insidieuse et sournoise. Elle a ainsi déclaré qu'«*il est pas facile d'être homosexuel dans certains quartiers*», ciblant clairement les banlieues populaires qui abritent une forte proportion de personnes originaires du Maghreb et dites «musulmanes». Sa supposée sympathie pour les gays, qui se traduit par le fait qu'elle ne réclame pas la suppression du PACS, est plus une attitude opportuniste que l'expression d'un changement de politique. Car l'homophobie se porte bien au sein du Front national, comme en témoignent les gays qui y militent...

Pourquoi et quand Marine Le Pen fait-elle appel à des valeurs de «gauche» ?

Elle se livre à ce type d'acrobaties :

1) lorsqu'elle veut attaquer l'Islam et les musulmans: le Front national «défend» les femmes mais seulement quand il s'agit de dénoncer la façon dont celles-ci sont traitées dans les pays du Golfe (son «féminisme» s'arrête aux frontières de l'Hexagone et ne concerne pas les femmes vivant en France sauf évidemment si elles sont... musulmanes !) ;

2) lorsqu'elle «défend» les Juifs... seulement pour expliquer que l'antisémitisme est populaire parmi les Arabes et les musulmans vivant en France (elle n'a jamais remis sérieusement en cause le fonds antisémite du Front national depuis des décennies et le ménage qu'elle effectue en interne est jusqu'ici très superficiel) ;

3) et quand elle «défend» les homosexuels... pour attaquer l'Islam et ses raisonnements homophobes (seul problème : ces raisonnements trouvent leur origine dans l'Ancien testament²⁰, texte homophobe, qui est une référence aussi pour les chrétiens et les juifs : «*Tu ne coucheras point avec un homme comme on couche avec une femme. C'est une abomination*», Lévitique, ch. 18, v. 22).

Le Front national ignore-t-il la «culture jeunes», y compris celle des jeunes travailleurs?

Absolument pas. Contrairement à la politique de l'extrême droite jusqu'à la fin des années 1990, les nouveaux dirigeants jeunes du Front national essaient d'exprimer des vues plus tolérantes à l'égard de la culture des jeunes, notamment du rap et de ce qu'ils appellent les musiques «métissées», terme

²⁰ Ceux qui souhaitent rire un peu en découvrant quelques-unes des absurdités contenues dans la Bible pourront lire ce texte et apprécieront l'extrait du feuillet «West Wing» qui l'accompagne : <https://brouillonsdeculture.wordpress.com/2011/08/07/a-tous-les-homophobes-citant-la-bible/>

traditionnellement connoté positivement à gauche et négativement à l'extrême droite. Les jeunes Français ne font pas confiance aux politiciens de gauche et de droite, ils ne s'intéressent pas aux programmes politiques à la télévision et discutent peu de politique entre eux. En présentant de nombreux jeunes candidats aux élections municipales de mars 2014 et départementales de décembre 2015, Marine Le Pen a essayé et apparemment réussi à attirer une partie de la jeunesse, y compris des jeunes travailleurs, en partie parce que les autres partis (y compris la gauche et l'extrême gauche) ont présenté des candidats pour la plupart âgés de plus de 40 ans. Ainsi, elle a envoyé un message: le Front national est en mesure de changer les choses maintenant. Marion Maréchal Le Pen, 22 ans, est aujourd'hui la plus jeune députée du Parlement français.

* Sur l'antifascisme en France

Dans les années 1960 et 1970, le mouvement antifasciste a été fortement influencé par le maoïsme et le trotskisme, mais aujourd'hui l'influence maoïste a disparu, même si l'on peut dire qu'une partie des ex-maos se sont recyclés dans le syndicalisme, ATTAC, et d'autres mouvements «alter» ou «citoyens». Ce qui nous intéresse aujourd'hui est de savoir comment lutter contre l'influence des idées et des organisations d'extrême droite et des groupes fascistes au sein de la classe ouvrière. Malheureusement, le mouvement antifasciste (qu'il soit influencé par les trotskistes, d'un côté, ou, de l'autre, par les anarchistes et les «autonomes²¹») en France est très confus.

Commençons par les tares du mouvement antifasciste d'extrême gauche:

- ce mouvement ne s'est jamais orienté vers la classe ouvrière et, à la «belle époque» (les années 60 et 70), son terrain d'action a toujours été les lycées et les universités, jamais les entreprises ;
- il n'a jamais tiré les leçons théoriques et stratégiques des erreurs commises dans les années 1920 et 1930 lorsque les travailleurs furent confrontés à des mouvements fascistes classiques;
- et l'extrême gauche a toujours eu une attitude opportuniste envers l'héritage des mouvements de résistance dominés par les stalinien pendant la Seconde Guerre mondiale et leur politique purement bourgeoise, contre-révolutionnaire à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Donc, en termes d'actions et de propagande, l'extrême gauche a toujours été, au moins depuis la naissance du Front national en 1972, il y a plus de quarante ans, un allié permanent de la social-démocratie, du stalinisme et des républicains bourgeois. Même si l'extrême gauche a souvent tenté d'organiser des manifestations contre les réunions du Front national, sa coopération avec la gauche réformatrice a seulement augmenté la confusion politique et limité la «lutte antifasciste» à des objectifs purement juridiques: lois contre le racisme, l'antisémitisme et le négationnisme ; interdiction de certains groupuscules fascistes; manifestations unitaires ou réunions avec un objectif républicain, antiraciste, au contenu très modéré ; campagnes de presse contre le Front national présenté comme un parti «non républicain», etc. Évidemment, ces campagnes n'ont pas été à 100% négatives mais la propagande révolutionnaire en était absente.

Malheureusement, même sur des questions aussi élémentaires que l'antisémitisme et le négationnisme, les mouvements antifascistes de la gauche radicale se sont révélés totalement inefficaces, en particulier depuis la création de l'Internet et depuis que toutes sortes de réseaux sociaux réactionnaires et d'agitateurs fascistes se cachent derrière la cause de «l'antisionisme». Cette incapacité idéologique du mouvement antifasciste a été clairement démontrée par l'influence massive d'individus comme Alain Soral, nationaliste-révolutionnaire proche du Front national, qui anime un site influent et est invité sur les chaînes publiques de télévision ; et Dieudonné, agitateur antisémite qui soutient également le Front national et a conquis une audience massive grâce à ses vidéos sur le Net et à ses spectacles publics.

²¹ L'«autonomie», et plus précisément «l'autonomie ouvrière», est un courant marxiste radical influencé par l'opéraïsme né à la fin des années 1950 parmi des intellectuels communistes et socialistes italiens. Il a donné naissance à divers groupes en Italie, certains défendant une ligne réformatrice, d'autres prônant une combinaison entre luttes ouvrières locales (à la fois dans les entreprises et dans les quartiers) et autodéfense armée. Avec les années, certains éléments de cette idéologie ont voyagé et séduit des anarchistes ou des libertaires français qui s'appellent eux-mêmes «autonomes». Cependant, la plupart d'entre eux ignorent qui étaient les «pères fondateurs» et quelles étaient les positions des divers courants impliqués dans l'«autonomie» durant les années 1960 et 1970 pour une raison très simple : les textes et les témoignages les plus importants n'ont jamais été traduits en français et c'est le théoricien le moins intéressant (Toni Negri) dont les idées ont été le plus propagées à l'échelle internationale, spécialement après qu'il se fut mis à défendre des théories réformatrices. Les éditions Les nuits rouges ont cependant publié trois ouvrages qui donnent une idée partielle mais consistante de ce qu'était le courant spécifique de l'Autonomie ouvrière : Diego Giachetti et Marco Scavino, *La Fiat aux mains des ouvriers. L'Automne chaud de 1969 à Turin*, 2005 ; Emilio Mentasti. *La Garde rouge raconte. Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-78)*, 2009 ; et Devi Sachetto et Gianni Sbrogio, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du Comité d'usine à l'Assemblée de territoire (Vénétie, 1960-1980)*, 2012.

La gauche radicale organisée en tant que telle, si nous mettons de côté ses alliances politiques douteuses avec les réformistes de gauche et les démocrates bourgeois, n'a jamais mené une bataille idéologique sérieuse à l'intérieur des usines, des bureaux, des lieux de travail contre le Front national. Pendant de nombreuses années, par exemple, un groupe trotskiste comme Lutte Ouvrière a refusé non seulement de participer à toutes les manifestations de rue contre le FN (soi-disant parce qu'il était inefficace de contrer sa présence dans les rues et sa propagande et parce que c'était une perte de temps par rapport à la construction du Parti léniniste-bolchevik que LO était censée construire), mais elle a refusé de dénoncer explicitement les idées réactionnaires défendues par le Front national (le racisme, l'antisémitisme, le nationalisme, etc.) dans ses «bulletins d'entreprise» et a préféré se limiter à une propagande très vague.

En ce qui concerne les autres groupes de la gauche radicale, la Ligue communiste révolutionnaire (dont les éléments se retrouvent aujourd'hui au NPA), après une période de confrontations de rue permanentes qui a conduit à son interdiction en 1972, elle a privilégié les alliances avec des intellectuels réformistes et les partis socialistes et communistes. Quant au troisième courant trotskiste, l'OCI-PT ces questions ne l'ont apparemment jamais intéressé...

Il existe aussi un deuxième courant antifasciste, que l'on peut appeler d'anarchiste et d'«autonome». Même s'il emploie un langage plus radical et est moins compromis avec les formes sociales-démocrates et staliniennes de l'antifascisme, ce courant est lui aussi très confus.

Soit il réduit grossièrement le Front national aux partis fasciste et nazi des années 20; soit il élargit tellement sa définition du fascisme qu'il embrasse tous les partis de droite et même parfois de gauche. Et pour couronner le tout, ses militants expliquent souvent que nous subissons un «totalitarisme mou» en Occident. Par conséquent, un tel régime n'aurait plus besoin de mener des confrontations violentes avec la classe ouvrière; ni d'écraser les syndicats et de détruire les partis «ouvriers»; ni de financer des groupes paramilitaires ou des milices armées; il pourrait réussir à s'imposer grâce à des élections démocratiques, et spécialement à travers un contrôle social mis en œuvre par les médias, les installations de surveillance vidéo et la concentration de tous les fichiers informatiques entre les mains de l'Etat.

Cette critique du «totalitarisme soft» conduit à deux hypothèses totalement contradictoires:

Première hypothèse : le totalitarisme soft dominerait déjà dans les sociétés capitalistes occidentales actuelles. Ou du moins, il serait technologiquement profondément enraciné dans nos vies quotidiennes. Cette thèse repose sur trois piliers:

a) **les arguments situationnistes** et post-situationnistes au sujet de l'aliénation des travailleurs en tant que consommateurs et à propos de la «société du spectacle»,

b) **les théories de Foucault** sur notre «servitude volontaire» et l'influence de différents micro-pouvoirs (ces relations personnelles qui renforcent les hiérarchies sociales dans la famille, à l'école, au travail, etc.),

c) **l'écologie anti-technologique** qui prédit la disparition prochaine de la démocratie capitaliste, quand elle n'affirme pas que le processus est déjà achevé.

Cette combinaison d'éléments empruntés à ces trois sources idéologiques, mélangées dans des proportions diverses selon les groupes ou les individus concernés, rappelle la théorie maoïste de la «fascisation» du système, populaire à l'extrême gauche dans les années 70, mais relookée, avec des arguments et un vocabulaire à la mode.

Après cette première conclusion très pessimiste à propos de la domination actuelle de ce «totalitarisme soft», ses défenseurs nous livrent une conclusion plus optimiste, complètement contradictoire avec la première hypothèse:

Deuxième hypothèse: Nous ne pouvons ni renverser ni détruire par la force la domination omniprésente du totalitarisme soft et ses puissantes tendances fascistes, mais nous serions capables de «changer le monde sans prendre le pouvoir» (Holloway, Negri) et nous pourrions construire des coopératives, des communes, et des zones libérées, etc. !!! Cette proposition est absurde si l'on croit en la validité de la première conclusion... mais apparemment cette idéologie fonctionne et est très populaire, y compris dans les mouvements «alter».

Ces idées confuses sur le fascisme et le totalitarisme sont répandues parmi les jeunes anarchistes ou les jeunes récemment politisés (et aussi parmi les militants plus âgés qui ont renoncé à tout point de vue de classe) et ils conduisent à au moins trois principales conséquences négatives:

–à **des alliances sans principes avec les réformistes et les démocrates bourgeois** (dans ce cas, les antifascistes anarchistes ou «autonomes» ne se comportent pas mieux que les antifascistes trotskistes).

–à un nouveau «terrorisme» d'extrême gauche (comme c'est apparemment le cas en Grèce). Évidemment, il ne s'agit pas d'être des pacifistes ni de refuser par principe d'utiliser la violence contre les fascistes, surtout quand ils commencent à tuer des travailleurs (en Grèce, par exemple, des travailleurs migrants) sans que l'État ou le mouvement ouvrier ne réagisse.

En même temps, il faut être sûr que ce genre de contre-violence soit compris par les travailleurs, au moins par une minorité significative d'entre eux. Le groupe révolutionnaire impliqué dans de telles actions violentes doit être parfaitement conscient de ses limites, étant donné le contexte politique. Parce que, en fin de compte, l'utilisation de la violence armée par une minorité minuscule et clandestine n'aura aucun effet magique sur la volonté des travailleurs de lutter pour la révolution sociale et d'écraser le fascisme.

–à des expériences locales, à petite échelle, coupées à la fois géographiquement (quand elles ont lieu dans des villages ou zones rurales) et socialement de la vie professionnelle et quotidienne des travailleurs dans les villes et les banlieues. En fait, les communautés autogérées exemplaires ont toujours été un modèle populaire chez les anarchistes. Dans un tel cas, compte tenu de l'occupation actuelle du territoire, il est douteux qu'elle puisse efficacement combattre la propagande électorale du Front national (ou de tout autre parti xénophobe) dans les zones rurales ou péri-urbaines, à moins que ces communautés autogérées incluent de nombreux travailleurs africains ou asiatiques qui pourraient contrebalancer l'image négative construite par les médias et renforcée par les mensonges de l'extrême droite ou des groupes fascistes. Mais ce n'est pas vraiment le cas...

– QUE POUVONS-NOUS FAIRE ET DIRE CONTRE L'EXTRÊME DROITE?

Nous devons revenir à de vieilles idées révolutionnaires de base:

– Les élections ne devraient pas être notre principal champ d'activité, contrairement à la tradition de l'extrême gauche française au cours des quarante dernières années.

– Nous devons toujours défendre des principes et des mots internationalistes, ou mieux anationalistes, au lieu de courtiser les préjugés nationalistes comme c'est le cas dès que l'extrême gauche prend position sur des questions nationales ou internationales (du TCE à la Palestine) ; nous devons mener une lutte culturelle et idéologique contre l'extrême droite, mais aussi contre tous ceux qui, à gauche ou dans le mouvement ouvrier, propagent, consciemment ou inconsciemment, ce type d'idées.

– Notre classe n'est pas les «99%» de l'humanité, mais la classe ouvrière, ce qui signifie qu'une révolution sociale impliquera des choix drastiques et ne pourra satisfaire également les besoins immédiats de tout le monde sur cette planète, de l'ancien capitaliste ou de l'ancien cadre au paysan pauvre, à l'ouvrier et au chômeur.

– Il n'y a pas de raccourcis: les campagnes électorales, les alliances politiques douteuses avec les réformistes au nom de l'antiracisme ou de l'antifascisme ne remplaceront jamais notre propre propagande socialiste et le travail local d'organisation dans les quartiers populaires, à l'intérieur des lieux de travail, dans les écoles et les universités, pour le soutien des luttes des travailleurs migrants et l'auto-organisation.

– Nous ne pourrons jamais «transformer le monde» si nous ne détruisons pas l'État. Aucune coopérative ouvrière, aucune association pour le commerce équitable, aucune «zone libérée» ne nous libérera jamais de la domination capitaliste.

Y.C., juin 2014 (remanié et actualisé en janvier 2016)

Quelques livres utiles (sans compter d'innombrables articles universitaires que l'on peut consulter sur des portails comme Persée ou revues.org)

Alain Bihr, *Pour en finir avec le Front national*, Syros, 1992

- Alain Bihl, *Le spectre de l'extrême droite : les Français dans le miroir du Front national*, Paris, Les Éditions de l'Atelier et Les Éditions ouvrières, 1998
- Jean-Michel de Waele et [Mathieu Vieira](#) (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Economica, 2011
- Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du Front national*, Nouveau Monde éditions, 2012
- N. Lebourg et J. Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des numéros 2 du FN*, Paris, Nouveau monde, 2012
- Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national*, Denoël 2012
- Valérie Igounet, *Le Front national, de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Seuil 2014.
Blog de l'auteure <http://blog.francetvinfo.fr/derriere-le-front/>
- Haydée Saberan, *Bienvenue à Hénin-Beaumont*, La Découverte 2014
- Pierre-André Taguieff, *Du diable en politique*, CNRS, 2014
- Serge Bernstein et Michel Winock (sous la direction de), *Fascisme français ?* CNRS 2014
- Gérard Perrier, *Vitrolles : un laboratoire de l'extrême droite et de la crise de la gauche (1983-2002)*, Arcane 17, 2014
- Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Les Presses de Sciences Po, 2015.